

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERAL	1
PARTIE I : APPROCHES THEORIQUES SUR L'AGRICULTURE ET LE BUDGET DE L'ETAT	7
Chapitre1 : Notions et concepts de base	8
Section 1 : Définitions	8
Section 2 : Historique et fondements de l'agriculture	9
Chapitre 2 : Revue de la littérature	11
Section 1 : Les différentes théories sur l'agriculture, le développement et la croissance économique.....	11
Section 2 : Les différentes théories sur l'agriculture et budget	21
PARTIE II : PARTIE EMPIRIQUE.....	24
Chapitre I : Analyse des concepts : PIB agricole et Dépenses du secteur Agricole	25
Section I : EVALUATION DU DEPENSES AGRICOLE ET DU PIB AGRICOLE	25
Chapitre 2 : Liens entre la population et l'agriculture.	34
Section I : Evolution de la population et la production agricole.	34
CONLUSION GENERAL	38

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

CD : Croissance Démographique

DMA : Dépense du ministère de l'agriculture

DME : Dépense du Ministères de l'élevage

DMP : Dépense du Ministère de la Pêches

DSA : Dépense du Secteur Agricole

FAO : Food and Agriculture Organisation

FMG: Franc Malgache

INSTAT: Institut National de la Statistiques

MAP: Madagascar Action Plan

MFB : Ministères des Finances et du budget

NEPAD: New Partnership for Africa's Development

PDDAA : Programme Détailé de Développement De L'Agriculture Africaine

PED: Pays En Voie de Développement

PIB : Produit Intérieur Brut.

LISTE DES TABLEAUX

<u>TABLEAU 1:</u> DEPENSE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ELEVAGES ET PECHES ET LE PIB AGRICOLE (AU PRIX COURANT) EN MILLIARDS D'ARIARY	25
<u>TABLEAU 2:</u> DEPENSES DU SECTEUR AGRICOLE 2007-2012 (EN MILLIARDS D'ARIARY).....	26
<u>TABLEAU 3 :</u> VARIATION EN % DES DEPENSES AGRICOLE V(T / T-1).....	29
<u>TABLEAU 4:</u> DEPENSES PUBLIQUE, DEPENSES AGRICOLE. (EN MILLIARDS D'AR).....	29
<u>TABLEAU 5:</u> EVOLUTION DU PIB AGRICOLE ET DU PIB TOTALE DU PAYS AU COURS DE 2007-2012 (EN MILLIARDS D'ARIARY).ON NOTE QUE LE PIB EST CALCULE AU PRIX COURANT.....	31
<u>TABLEAU 6:</u> TAUX DE CROISSANCE DU PIB AGRICOLE DE MADAGASCAR (EN %)	33
<u>TABLEAU 7:</u> POPULATION DE MADAGASCAR 2007 – 2012 (EN MILLIONS).....	34
<u>TABLEAU 8:</u> CROISSANCE DE LA POPULATION (EN %) ET PRODUCTION AGRICOLE.(EN MILLIARDS D'ARIARY)	36

LISTE DES FIGURES

<u>FIGURE 1</u> : EVOLUTION DU DEPENSES DU SECTEUR AGRICOLES(EN MILLIARDS D'ARIARY)	26
<u>FIGURE 2</u> :EVOLUTION DU DEPENSE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE AU COURS DE 2007 A 2012 ..	27
<u>FIGURE 3</u> :EVOLUTION DE DEPENSES DU DEPARTEMENT ELEVAGES.....	28
<u>FIGURE 4</u> :EVOLUTION DES DEPENSES DE LA PECHES (EN MILLIARDS D'ARIARY).....	28
<u>FIGURE 5</u> :EVOLUTION DU PIB DU SECTEUR AGRICOLE.....	31
<u>FIGURE 6</u> :EVOLUTION DU PIB DE MADAGASCAR 2007 - 2012	32
<u>FIGURE 7</u> :EVOLUTION DE LA POPULATION DE MADAGASCAR 2007 - 2012.....	35
<u>FIGURE 8</u> :POPULATION ET PIB AGRICOLE	36

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Evolution de la population selon les anciens recensements.	viii
Annexe 2 : Evolution de la valeur des principales exportations de produits agricoles entre 2005 et 2010 (en MGA)	viii
Annexe 3 : Taux d'alphabétisation et déperdition scolaire entre 2001 et 2011	ix

INTRODUCTION

L'agriculture est le berceau de l'activité humaine. Apparue au Néolithique, 10 000 à 9 000 ans avant J.C. A cette époque, les quelques 100 millions d'être humain généralement nomade qui peuplaient la terre se nourrissaient des produits de la chasse, la pêche et de la cueillette. Cependant certaines communautés ont commencé à pratiquer la culture et l'élevage et se sont transformés en société d'agriculteurs. Durant ce lent processus, les paysanneries ont alors développé des formes agricultures différenciées qui ont ensuite beaucoup évolué au fil du temps. Après 10 000 ans d'évolution et avec la révolution industrielle, les agricultures du monde ont atteint des niveaux d'équipements inégaux. Alors que les mondes de l'agriculture sont vastes, diversifiés et en mutation rapide, ils peuvent, moyennant des politiques et des investissements de soutien adéquats aux niveaux local, national et mondial, offrir de nouvelles opportunités à des centaines de millions de ruraux et les aider à échapper à la pauvreté. Les possibilités qui s'offrent à eux incluent l'élevage et la culture en petites exploitations, l'emploi dans la « nouvelle agriculture » à forte valeur ajoutée. En outre, l'agriculture présente des caractéristiques qui en font un instrument unique de développement. Elle contribue à la croissance, à la réduction de la pauvreté, à la préservation de l'environnement en travaillant avec d'autres secteurs comme le secteur moderne. En effet, elle contribue au développement en tant qu'activité économique, moyens de subsistance et fournisseurs de services environnementaux.

Traiter du développement agricole, c'est envisager l'agriculture non comme une catégorie, mais comme une branche intégrée au processus de développement dans sa totalité, contribuant à atteindre les objectifs que la société tout entière s'est donnés. Et c'est par rapport à ces objectifs fixés par la société qu'on constate un développement inégal de la société. A cet effet, par rapport à cette situation, le sous-développement prend sa véritable signification et que la fonction économique de l'agriculture prend sa véritable dimension.

Un secteur agricole dynamique a été le fondement d'une transformation économique réussie dans bon nombre des pays aujourd'hui développés. Il a été le précurseur des révolutions industrielles en Europe et aux États-Unis, et plus récemment de celles des économies asiatiques en pleine croissance, comme la Chine, Taïwan, la République de Corée, la Thaïlande, et Vietnam et autres. Aujourd'hui encore, si moins de 5 % de la population active des pays développés travaille dans l'agriculture, elle reste l'activité principale des individus dans les pays pauvres et en développement.

Dans la plupart des pays en voie de développement, l'agriculture constitue une branche importante de l'économie globale et un pilier pour la sécurité alimentaire. Cette importance peut être mise en évidence soit par le pourcentage de la population agricole par rapport à la population totale, soit par celui du PIB agricole par rapport au PIB total, soit enfin par celui des produits agricoles dans les exportations totales. Une analyse couvrant divers pays révèle qu'en moyenne, la croissance du PIB due à l'agriculture profite au moins deux fois plus à la moitié la plus pauvre de la population d'un pays que la croissance de tout autre secteur. Pour les pays tributaires de l'agriculture en particulier, la croissance agricole est essentielle aux fins de la croissance générale et du développement et de la réduction de la pauvreté. D'autre part, l'expérience des pays qui sont parvenus à réduire la faim et la malnutrition montre que la croissance économique et les politiques de lutte contre la pauvreté ne sont pas en soi une garantie automatique de succès car l'origine de cette croissance est elle aussi importante. En effet, en tant qu'activité économique, l'agriculture peut constituer une source de croissance de l'économie nationale, un facteur d'opportunités d'investissement pour le secteur privé et un moteur de premier ordre pour l'industrie apparentée. Deux tiers de la valeur ajoutée agricole dans le monde sont créés dans les pays en développement. Certes, dans les pays à vocation agricole, elle génère en moyenne 29 % du produit intérieur brut (PIB) et emploie 65 %¹ de la population active. Les industries et services associés à l'agriculture dans les chaînes de valeur contribuent souvent pour plus de 30 % du PIB dans les pays en mutation et urbanisés. A noter que, le domaine du développement c'est l'aspect qualitatif de la croissance. Sur ce alors, l'agriculture a servi de base à la croissance et réduit la pauvreté dans de nombreux pays. Mais son rôle en tant que secteur moteur du développement s'affaiblirait parallèlement à sa part dans le PIB en restant quand même un secteur qui contribuera toujours à la réduction de la pauvreté et de la faim.

En outre, le potentiel de l'agriculture est considérable mais que celui-ci n'a pas été réalisé pour différentes raisons, notamment des contraintes structurelles et technologiques, des politiques nationales mal avisées et un environnement économique extérieur peu favorable. En prenant le cas de l'Afrique de l'Ouest, plusieurs facteurs contribuent à la baisse de la productivité agricole : la dégradation de l'environnement, la forte croissance démographique, les attaques acidiennes, la performance insuffisante des économies. De ce fait, la croissance de ces pays a été lente, la malnutrition s'est aggravée et la marginalisation de ces pays dans l'économie mondiale s'est poursuivie. Des auteurs ont exposé ces réalités, afin de permettre aux décideurs

¹ Rapport de la Banque Mondial en 2008, « l'agriculture au service du développement », p03

de mieux les intégrer à leur politique de développement du secteur agricole. En effet, l'agriculture est un domaine d'avenir pour le dialogue politique avec les partenaires au développement, particulièrement les pays les plus pauvres. Les réformes sont souvent sensibles sur le plan politique, du fait des puissants intérêts qui sont en jeu, et sont, par conséquent, souvent difficiles à réaliser. Toutefois, des avancées significatives peuvent être réalisées grâce à des réformes supplémentaires en matière d'échanges, de prix et de subventions agricoles. Ces progrès ne se feront toutefois pas facilement, les réformes nécessitant d'aborder l'économie de choix politiques difficiles. Les réformes feront des gagnants comme elles feront des perdants. En se concentrer dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, ces pays ont fait des efforts considérables pour accroître ses productivités. Dans le NEPAD, il a été convenu que chaque Etat membre de l'Union Africaine doit consacrer au moins 10% de son budget à l'agriculture. Par ailleurs, les recherches agronomiques se sont accrues. Ceux qui ont conduit à de nombreuses innovations technologiques pour faire face aux obstacles les empêchant d'atteindre la sécurité alimentaire. Cependant, l'acquisition de ces nouvelles technologies demeure encore faible, du fait de l'existence des facteurs naturels et économiques. Ces facteurs naturels constituent premièrement le plus gros handicap à la maîtrise de la production agricole. Mais le plus important c'est la dépendance de ces pays de ces phénomènes naturels. La situation est d'autant plus critique que seul l'Afrique reste dépendante du climat pour son agriculture malgré son potentiel naturel. D'autre part, la forte croissance démographique des pays Africains provoque des externalités négatives sur les ressources naturelles. Ce qui débouche à une faible productivité agricoles les conduisant à l'insécurité alimentaire. En ce qui concerne les facteurs économiques, l'offre de crédit reste encore très faible en milieu rural excepté dans le secteur cotonnier. Les expériences qui ont été menées ont décrit que ce point est peu adapté aux besoins des paysans. Sur ce aussi, la recherche de meilleur marché pour la vente de ce qui est produit est le meilleur garant pour ces pays d'établir une certaine dépendance et un excès du balance de paiement. Certes, actuellement, la trop grande segmentation de ces marchés est un handicap majeur, qui ne permet pas aux agriculteurs de tirer profit de leurs efforts.

Le secteur agricole emploie une proportion importante de la population active dans les PED. En moyenne 86 % ² de la population dans ces pays sont des ruraux pratiquant des activités agricoles. Ce secteur produit la majeure partie des denrées alimentaires de base et est la seule source de subsistance et de revenus pour plus de la moitié des ruraux pauvres. Dans ces pays, l'agriculture ne se développe pas malgré ce potentiel agricole dû aux différentes raisons principalement des contraintes structurelles et technologiques, des politiques nationales mal avisées, un environnement économique peu favorable. Le sous-développement de ce secteur entraîne une insuffisance de la production nationale, ce qui fait plonger ces pays dans l'insécurité alimentaire. Le premier objectif d'un développement agricole consiste donc à assurer la sécurité alimentaire³. L'insécurité alimentaire a des répercussions non négligeables voire très significatives au niveau de l'économie nationale. D'abord la sous-alimentation et la malnutrition ont des conséquences multiples sur les personnes engendrant des effets néfastes sur la productivité du travail. Ces effets les enferment dans un cercle vicieux de la pauvreté et de la faim où il est extrêmement difficile de sortir. Puis la menace de l'insécurité alimentaire oblige les PED à importer les denrées alimentaires. Ce qui alourdit le déficit de leur balance commerciale. Cela conduit donc à un déséquilibre macroéconomique entraînant encore leur sous-développement. Enfin, compte-tenu de ce potentiel agricole, ces pays possèdent un avantage comparatif sur les produits agricoles au niveau du marché mondial. Cependant, ces pays n'arrivent pas à exploiter pleinement cet avantage et ne parviennent pas à générer un excès de production pour l'exportation. Etant donné ces défis que l'agriculture devra relever, **Dans quelle mesure Madagascar arrivera-t-il à développer le secteur agricole via le budget associé à l'agriculture** ? Il est utile d'analyser les dépenses du secteur agricole et aussi d'analyser le PIB agricole par rapport au PIB totale du Pays.

² Selon la Banque Mondiale dans son rapport 2008 sur le développement.

³ La sécurité alimentaire consiste à « assurer en tout temps et à tous les hommes l'accès matériel et économique aux aliments de base dont ils ont besoin » FAO (1983).

Cette problématique a conduit à l'élaboration du thème suivant : « Allocation Budgétaire pour secteur agricole : cas de Madagascar». Ce thème est important pour chaque pays désireux à promouvoir leur développement de façon pérenne. Il est nécessaire de préciser les intérêts de ce thème, d'abord l'intérêt pratique, puis l'intérêt théorique, et enfin l'intérêt historique. En effet, **(a)** ce travail de recherche peut servir de bases de connaissance pour de futures recherches d'étudiants ou de chercheurs en leur éclairant et en renforçant leur connaissance sur l'importance de l'agriculture sur le développement des Madagascar. **(b)** Dans le cas pratique, ce présent document aidera les décideurs politiques et autres observateurs à s'intéresser au secteur agricole et le valoriser en le considérant comme secteur moteur de la croissance surtout pour les décideurs dans les PED qui disposent une telle potentialité.

Comme le secteur agricole est au cœur du développement des PED, notre hypothèse principale est comme suit : Selon le FAO, un pays à vocation agricole doit orienter son développement dans le secteur agricole. L'Etat doit allouer au moins 10 % de ses dépenses publiques au secteur agricole (H1) selon FAO .L'hypothèse de la PDDAA est d'assurer une croissance de 6% du PIB agricole (H2), Tenir compte de l'augmentation de la population et l'augmentation de la production agricole (H3).

Cette étude doit découler, en premier lieu, un moyen plus efficient d'analyser l'agriculture dans l'économie nationale et ses rapports avec la croissance économique. En second lieu, un instrument permettant de concevoir des politiques et des processus de décision les plus adaptés à l'économie.

Pour ce faire, nous allons adopter une approche déductive afin de tirer des nouvelles connaissances et d'apporter un surplus de savoir-faire en matière de développement d'un pays plus précisément une démarche hypothético-déductive pour bien mener cette recherche quantitative. Et une méthode sous-jacente notamment la méthode normative qualifiée également d'économie de bien-être. En effet, cette méthode va au-delà de l'explication. Elle propose ce qui devrait être à énoncer les conditions économiques à satisfaire pour réaliser les objectifs énoncés.

Mettre l'agriculture au service du développement est un problème majeur notamment dans les pays à vocation agricole. Beaucoup de travaux de recherche se sont consacrés sur le domaine de l'agriculture et du développement : l'agriculture dans l'économie, l'agriculture et la croissance économique, l'agriculture et processus de développement... En effet, pour ce qui est de notre thème nous avons suivi le thème de la banque mondiale dans son rapport en 2008« l'agriculture au service du développement », nous ne voulons pas remettre en cause ce rapport mais par contre nous voulons chercher d'autres points, de nouveaux concepts au-delà

de ce que la banque mondiale n'a pas pu mettre en exergue. Ainsi, malgré cette ambition de trouver de nouvelles connaissances nous ne pouvons pas nous passer de reprendre quelques-uns de ceux qui nous nous sommes inspirés.

- On s'est inspiré du rapport de la banque mondiale intitulé « l'agriculture au service du développement ». ce rapport met en relief la contribution de l'agriculture au processus de développement, les instruments efficaces à mettre en œuvre ainsi que la meilleure manière de l'exécuter.
- Il y a aussi PIERRE VIAU, dans son ouvrage « l'agriculture dans l'économie » explicite l'entrée de l'agriculture dans un monde industrialisé et les nouvelles politique agricole.
- Louis-Julien SOURD, dans son ouvrage « l'agriculture et croissance économique » cet auteur met en exergue la relation entre la croissance de l'agriculture et le développement économique.
- L. Malasis son ouvrage intitulé « l'agriculture et processus de développement ». cet ouvrage a mis en relation l'agriculture et sous-développement, puis entre agriculture et développement dans cette dernière l'analyse porte sur la contribution de l'agriculture à la croissance globale, de son rôle dans l'accession au développement et de la stratégie du développement agricole du déclin relatif et des transformations de l'agriculture en relation avec le processus de développement.

Par rapport à ces précédant travaux de recherche, on va essayer de nous distinguer en se basant sur le rôle de l'agriculture dans le développement en garantissant une bonne gestion du budget pour l'agriculture.

PARTIE I : CADRE THEORIQUES SUR L'AGRICULTURE
ET LE BUDGET DE L'ETAT

Chapitre1 : Notions et concepts de base

Dans ce premier chapitre on va voir en premier quelques définitions concernant l'agriculture et budget ensuite on va énoncer l'histoire et fondements de l'agriculture.

Section 1 : Définitions

I. Budget de l'état :

Le budget : c'est une prévision détaillées des recettes est des dépenses d'un agent économiques pour une certaine période. Un ménage comme une entreprise peuvent établir un budget retracant l'ensemble des ressources attendues et des dépenses envisages .les priorités des unités économiques .il permet de prendre en compte la nécessites de faire coïncider recettes et dépense .Employés sans autre précision .le terme budget fait références au budget de l'Etat c'est-à-dire a l'ensemble des ressources et des dépenses de l'Etat.

Le Budget de l'état : c'est un document retracant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'état pour une année civile (du 1^{er} janvier au 31 décembre).ce budget retrace tous les recettes et dépenses des ministères et des collectivités locales.

Budget de programme : c'est le budget de l'Etat pour l'année venir, pour définir les priorités, la mission, les programmes, le projet à mettre en œuvre.

II. Agriculture :

L'agriculture est un processus par lequel les êtres humains aménagent leurs écosystèmes pour satisfaire les besoins alimentaires en premier et autres, de leurs sociétés⁴. Elle désigne l'ensemble des savoir-faire et activités ayant pour objet la culture des sols, et, plus généralement, l'ensemble des travaux sur le milieu naturel (pas seulement terrestre) permettant de cultiver et prélever des êtres vivants (végétaux, animaux, voire champignons ou microbes) utiles à l'être humain.

L'agronomie regroupe, depuis le XIX^e siècle, l'ensemble de la connaissance biologique, technique, culturelle, économique et sociale relative à l'agriculture.

En économie, l'économie agricole est définie comme le secteur d'activité dont la fonction est de produire un revenu financier à partir de l'exploitation de la terre (culture), de la forêt (sylviculture), de la mer, des lacs et des rivières (aquaculture, pêche), de l'animal de ferme

⁴ Wikipédia.

(élevage) et de l'animal sauvage (chasse). Dans la pratique, cet exercice est pondéré par la disponibilité des ressources et les composantes de l'environnement biophysique et humain. La production et la distribution dans ce domaine sont intimement liées à l'économie politique dans un environnement global.

L'activité agricole assure principalement l'alimentation des humains. En outre, l'agriculture produit un nombre important de produits tels que des peaux d'animaux, des engrains, des produits destinés à l'industrie (éthanol, féculé, chanvre), des plantes vertes et fleurs, du bois. Elle représente un maillon indispensable dans la chaîne agroalimentaire, en lui assurant l'approvisionnement en matières premières (féculé, oignon, céréale, fruit, etc.)

Section 2 : Historique et fondements de l'agriculture

I. Historique

L'agriculture est née avec la mise en terre volontaire de premières semences et de la domestication des animaux par l'homme, lors de la Révolution néolithique, il y a plus de dix mille ans. On peut supposer que cela a débuté par une agriculture de subsistance. Puis, peu à peu, s'est créé une agriculture de production et de négoce. Aujourd'hui, l'organisation des marchés, la démographie, les techniques, le savoir-faire et l'application de hautes technologies sont à la disposition de l'agriculteur pour obtenir des niveaux de production jamais atteints dans l'histoire de l'Homme.

Pendant des dizaines de milliers d'années, l'homme assure sa subsistance avec la chasse, la pêche et la cueillette. Puis se produit le passage de la simple cueillette à une organisation structurée de diverses formes d'agriculture. On recense actuellement trois centres primaires pour les plantes cultivées :

- Le Proche-Orient avec le fameux Croissant fertile est probablement la première région où l'agriculture apparaît il y a plus de 10 000 ans dans sa partie ouest qui comporte la vallée du Jourdain et le sud-est de la Turquie. Il s'agissait de plantes céréales dont on récolte les graines annuellement : le blé (engrain, amidonnier), l'orge et des légumes secs comme les pois chiches, les pois et les lentilles.

- Le deuxième centre primaire est la Méso-Amérique (sud du Mexique et nord du Guatemala). Les premières plantes domestiquées sont sans doute les piments et les courges. Le millet (disparu depuis) y a précédé le maïs, apparu vers -5000.
- Le troisième centre primaire est la Chine, notamment dans le nord où poussent encore le millet et le soja. Le riz apparaît plus tard, vers -6000 ou -5000, lorsque la civilisation des Hans se répand vers le sud. (On note cependant que du riz cultivé daté de plus de 15 000 ans aurait été découvert en Corée).

II. Révolution agricole :

La révolution agricole désigne, dans une première acceptation, l'ensemble des innovations agricoles survenues aux XVIII siècles et XIX siècles .des historiens comme Georges Duby Montrent, au contraire, que la modernisation de l'agriculture débuta le X siècles.

Elle associe au capitalisme qui conduit à la recherche d'une nouvelle productivité .ce processus entretient un lien entre la transition démographique et la révolution industrielle.

On considère souvent que la Révolution agricole a permis la Révolution Industrielle, grâce aux profits nouveaux de l'agriculture, aux commandes de matériel et à l'exode rural (qualifié de déversement intersectoriel de la main d'œuvre). Elle est considérée par W.W Rostow et de nombreux autres historiens de l'économie comme l'étape préalable au développement de l'industrie. Toutefois l'influence des deux phénomènes a été réciproque.

L'augmentation du produit brut agricole augmente la rentabilité et la valeur des terres, et permet de dégager des possibilités financières pour l'investissement. Ceux-ci vont vers des moyens de mécanisation qui stimulent l'industrie, et dans une moindre mesure les services. L'élément capital est qu'un travailleur agricole peut produire la subsistance d'un nombre de plus en plus grand d'habitants, qui se consacrent donc à d'autres secteurs de l'économie.

Par ailleurs l'essor de la production agricole se répercute généralement sur l'industrie agroalimentaire (les matières premières agricoles étant moins chères se prêtent plus facilement à une transformation en produits plus élaborés). La baisse des prix alimentaires permet aux industriels de conserver des salaires bas (car les salaires sont encore très liés au coût de l'alimentation) et donc de maîtriser leurs coûts de production.

La seconde révolution agricole de l'ère moderne qui se produit à la fin du XIX siècle en Europe et se diffuse dans le monde entier à partir de la seconde Guerre mondiale, marque une rupture plus forte avec des innovations techniques et chimiques importantes. Son extension dans les pays en développement dans les années 1960 est connue sous la dénomination de Révolution verte.

La troisième révolution agricole en cours, associée à la troisième révolution industrielle, est caractérisée par le développement de la technique culturelle simplifiée et des organismes génétiquement modifiés.

Chapitre 2 : Revue de la littérature

Le développement étant un problème majeur de la philosophie de notre temps, certains termes sont devenus d'un usage très fréquent dans la littérature spécialisée et courante : développement, croissance, progrès. Les économistes ont emprunté ces termes de croissance et de développement. La croissance économique est le plus souvent définie par l'augmentation poursuivie dans le temps des grandeurs économiques. La croissance ne procède pas seulement de relations quantitatives entre production et facteurs de production, elle se réalise au sein de sociétés concrètes, et la croissance poursuivie implique un processus de changement social. Le développement peut ainsi s'analyser comme un processus de changement lié à la croissance. Le point qui nous intéresse pour ce travail, c'est l'analyse du concept de développement et croissance dans le secteur agricole. De nombreuses analystes, économistes se sont alors penchés sur ce domaine. Ce qui nous conduit aux deux sections suivantes dans cette revue de la littérature.

Section 1 : Les différentes théories sur l'agriculture, le développement et la croissance économique

La croissance agricole contribue dans certaines conditions à lancer la croissance économique globale, mais cette croissance entraînant une augmentation de l'emploi non agricole, de la demande alimentaire, ainsi qu'une production d'instruments agricoles, transforme à son tour l'agriculture.

L'agriculture a été pendant longtemps au centre des études de croissance et de développement, aussi bien en raison de son potentiel économique qu'au vu du grand nombre de personnes

travaillant dans le secteur agricole dans les pays en développement. Dans cette section, on va s'intéresser aux différentes études de croissance en relation avec la notion de l'agriculture.

I. Théorie sur l'agriculture et la croissance économique

1) Théorie sur la croissance :

Le problème de la croissance est clairement apparu dans la pensée économique chez les classiques à commencer par Adam SMITH. Avant eux, la principale préoccupation en ce qui concerne l'économie était celle de la survie des « nations » et de leurs populations, notamment face aux fléaux de toutes sortes qui pouvaient les affecter (catastrophe climatique, épidémie,...). A cette vision de la reproduction simple du système a succédé celle de sa reproduction élargie, selon laquelle un surplus de production peut être régulièrement dégagé et accumulé, ce qui permet un essor de cette même production. Toutefois, pour les classiques qui reprennent pour l'essentiel les analyses de Thomas Malthus, l'accroissement de la production est accompagné d'un accroissement encore plus grand de la population, ce qui constitue un frein au processus ; le système tend alors vers un état stationnaire, à croissance nulle. David RICARDO a attiré l'attention sur ce point ; son analyse est fondée sur l'idée qu'une augmentation de la population nécessite de mettre en culture des terres de moins en moins fertiles, ce qui entraîne la hausse du prix des denrées de base et favorise les propriétaires fonciers « improductifs » au détriment des « classes productives ». Les mesures de politique économique proposées par Ricardo (notamment la libre importation du blé) avaient pour but principal d'empêcher ces conséquences négatives de la croissance.

2) Théorie sur la croissance selon MARX, Leontief et Von Neumann :

Marx a rompu définitivement avec la vision selon laquelle l'économie tendrait « à long terme » vers un état stationnaire. Il pensait d'ailleurs que le capitalisme ne peut subsister que s'il y a croissance, même si celle-ci se fait de façon désordonnée, anarchique. De toute façon, le capitalisme est selon lui, miné par ses contradictions (dont la baisse tendancielle du taux de profit est une des manifestations) ; il est voué à disparaître, pour laisser la place à un système qui lui est supérieur, car maîtrisé par l'homme et dont le moteur n'est pas le profit.

On peut considérer que Marx a été le premier à proposer un modèle formel de croissance (même si ce n'était pas là son propos) avec ses schémas de reproduction élargie, où il détermine les

relations entre les différents secteurs de l'économie qui assurent une croissance « équilibrée » (selon la terminologie actuelle, mais qui sont pour lui les conditions pour que le système évite la crise).

Les schémas de Marx ont inspiré les planificateurs soviétiques, et aussi Wassily Leontief (né en 1906), qui a proposé une formalisation des interdépendances entre les divers secteurs (ou branche) de l'économie dans le cadre de ce que l'on appelle entrées-sorties. Cette analyse se fait appel à des *coefficients techniques* constants et au calcul matriciel ; elle est donc de type linéaire.

En fait, dès 1932, c'est Von NEUMANN (1903-1957) qui a le premier abordé le problème de la croissance dans le cadre d'un modèle linéaire, à coefficients techniques constants, où tout le surplus est réinvesti à chaque période. Aux trajectoires en quantités (produites, consommées ou réinvesties), Von Neumann associe des trajectoires de prix qui s'interprètent comme le dual d'un programme linéaire des quantités. La logique du modèle est celle d'un planificateur qui cherche la meilleure affectation des ressources, dans une perspective de *croissance optimale* (c'est-à-dire d'une croissance la plus forte possible), les évolutions envisagées étant de type semi-stationnaire. Dans ce modèle, la trajectoire des prix se déduit (par dualité) de celle des quantités, et n'est donc pas à l'origine de la coordination de choix individuel.

3) L'approche des étapes de croissance de Rostow

Pour Rostow, le développement serait un phénomène inéluctable. Certains pays ayant simplement débuté le processus avant d'autres, tout ne serait donc qu'une question de temps. Mais, sous certaines conditions, le développement pourrait être accéléré.

Selon lui, les sociétés parcourent au cours de leur développement cinq différentes étapes de croissance: la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage, le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation de masse.

La société traditionnelle

C'est une société stationnaire dont l'agriculture est l'activité principale (75% au minimum de la population active est engagée dans la production de denrées alimentaires), a imposé une structure sociale fondée sur la propriété foncière. Elle se réfère à un système de valeurs fondé sur le fatalisme et n'aspire pas au changement. Hormis la consommation, le revenu national est dépensé à des fins non-productives. La société est hiérarchisée lorsque le

pouvoir est concentré entre les mains des propriétaires terriens, ou incarnée dans une autorité centrale qui s'appuie sur l'armée et les fonctionnaires. Dans cette société, la terre est l'unique source de richesse et par conséquent le pouvoir appartient au propriétaire foncier entraînant une structure social hiérarchisé. La technologie est élémentaire entraînant un rendement limité au niveau de la productivité.

D'où, cette société ne vit que de l'exploitation de la terre, elle est relativement hostile au progrès et les hiérarchies sociales sont rigides. Sa lente évolution l'amène progressivement à l'étape suivante.

II. Théorie sur l'agriculture et le développement économique

Dans la contribution relative du développement agricole, l'évolution des doctrines économiques a été brutale. Aucun système bien défini de nouvelle économie du développement n'a été élaboré ni n'a dominé le domaine de la théorie du développement. Les premières pensées qui se sont intéressées dans ce domaine sont les physiocrates, suivis des classiques. La seconde est dite de l'économie duale, suivant W.Arthur Lewis, John C. H. Fei et Gustav Ranis, et la troisième approche est le point de vue des structuralistes de la dépendance celui de Raul Prebisch (1950) et François PERROUX

1) Selon les physiocrates

Pour les physiocrates ; la seule activité réellement productive est l'agriculture. La terre multiplie les biens : une graine semée produit plusieurs graines. En effet, François Quesnay a mis l'accent sur l'existence des trois classes sociales des citoyens : la classe productive, la classe des propriétaires terriens et la classe stérile. La classe productive est celle qui fait naître par la culture du territoire les richesses annuelles de la nation qui fait les avances des dépenses des travaux de l'agriculture, et qui paye annuellement les revenus des propriétaires des terres. On renferme dans la dépendance de cette classe tous les travaux et toutes les dépenses qui s'y font jusqu'à la vente des productions à la première main, c'est par cette vente qu'on connaît la valeur de la reproduction annuelle des richesses de la nation.

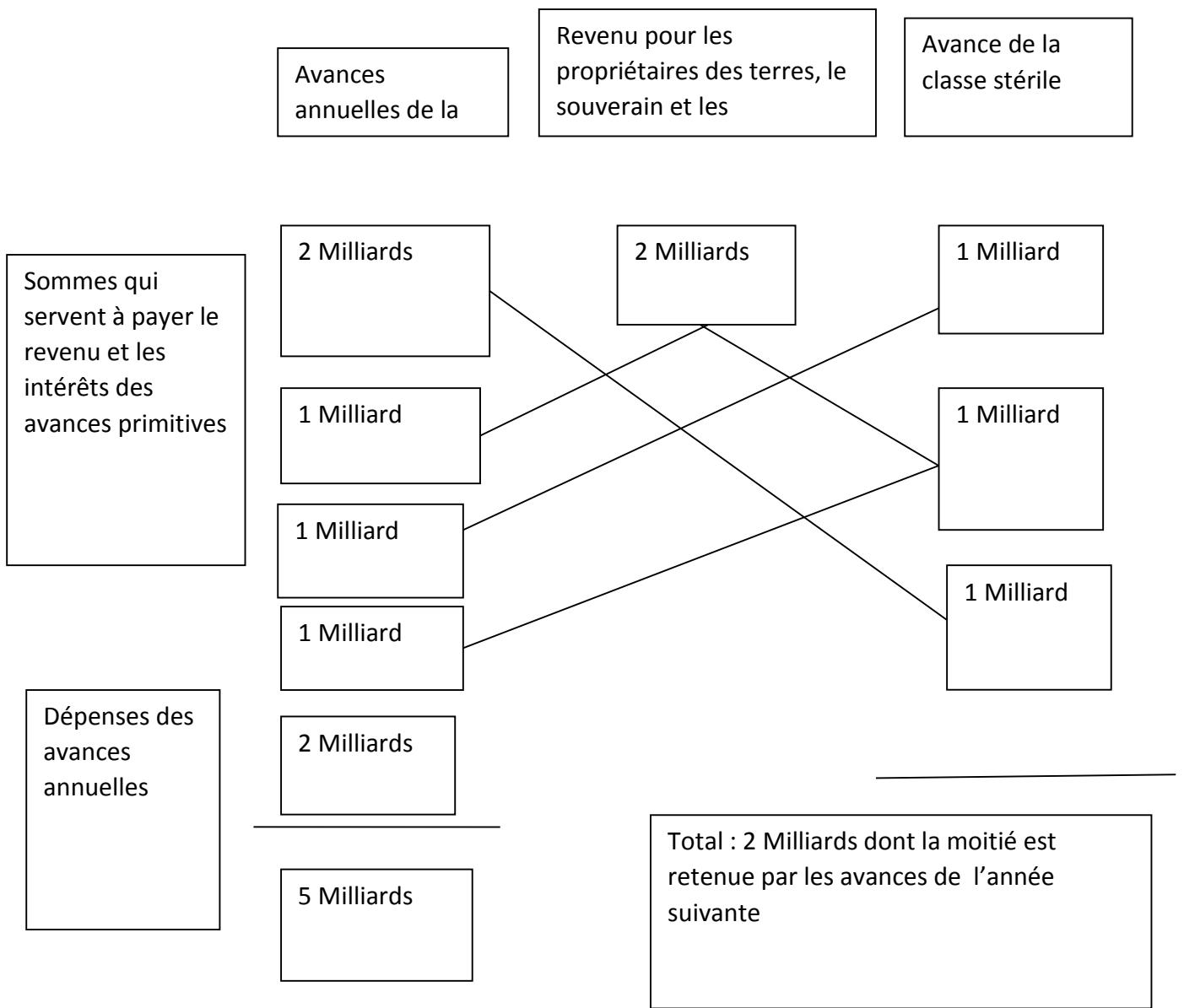
La classe des propriétaires des terres et les décimateurs. Cette classe subsiste par le revenu ou produit net de la culture, qui lui est payé annuellement par la classe productive, après que celle-ci a prélevé, sur la production qu'elle fait renaitre annuellement, les richesses

nécessaires pour se rembourser de ses avances annuelles et pour entretenir ses richesses d'exploitation.

La classe stérile est formée de tous les citoyens occupés à d'autres travaux que ceux de l'agriculture, et dont les dépenses sont payées par la classe productive et par la classe des propriétaires, qui eux-mêmes tirent leurs revenus de la classe productive. Ce pour cela François Quesnay a formulé le tableau économique suivant :

❖ Tableau économique

Reproduction totale : 5 Milliards



Source : Tableau de François Quesnay

2) Selon les classiques (David Ricardo)

David Ricardo (1772-1823) a appliqué le concept de la loi des rendements décroissants⁵ à l'agriculture. C'est-à-dire, plus les terres sont exploitées pour faire face à l'accroissement de la population, moins elles seront fertiles et les rendements diminueront. L'agriculture est donc rentable pour un petit nombre de personnes mais lorsque la population augmente, elle ne pourra plus nourrir la population totale. Cette théorie rejoint celle de l'économiste Thomas Robert Malthus⁶ qui soutient que la hausse de la population engendre la réduction des ressources disponibles ou la capacité de la terre pour faire nourrir la population. Autrement dit, quand la population augmente donc l'exploitation augmentera aussi. Alors, on passera des terrains les plus fertiles vers les moins fertiles. Donc dans ce cas, le rendement sera diminué selon la qualité du terrain. En plus l'accroissement de la population est de façon géométrique selon Malthus. Donc d'après ces deux auteurs, l'agriculture ne peut pas nourrir la population des pays en développements. Donc pour Ricardo il essentiel de favoriser les progrès techniques qui permet d'augmenter les rendements de l'agriculture.

Selon l'analyse de Simon Kuznets⁷ (1966), il a distingué quatre voies par lesquelles l'agriculture contribue à l'industrialisation :

❖ Par les produits : l'agriculture fournit la nourriture du secteur secondaire, ainsi d'ailleurs que pour les citadins ou ruraux engagés dans les activités de service. Elle produit également des matières premières qui seront transformés par l'industrie. Une agriculture productive fournira des produits agricoles bon marché, et réduira ainsi les coûts salariaux, ce qui permettra de faciliter l'accumulation du capital. Si au contraire la productivité agricole stagne, les prix alimentaires s'élèveront, ce qui entraînera la hausse des salaires nominaux et la baisse des profits et de l'investissement industriel. Par ailleurs, la croissance de la production agricole aura un effet déterminant sur la croissance économique globale, dans des économies en décollage où le monde rural reste dominant.

⁵E. T. MANDRARA, Introduction à l'économie et Histoire de la Pensée Economique, p41, Loi des Rendements décroissants : le rendement marginal(ou rendement supplémentaires) diminuera à chaque accroissement d'unités des facteurs de production.

⁶Thomas Robert Malthus (1766-1834) est un économiste qui est connu par son analyse sur l'impact négatif de l'accroissement de la population sur la croissance

⁷Kuznets S. Modern Economic Growth, Yale University Press, 1966,

❖ Par les marchés : le monde agricole est à l'origine d'une demande de produit manufacturés de tout type, et sa prospérité éventuelle permet de fournir des débauchés croissants à l'industrie, de même que sa stagnation bloque le développement industriel, les entreprises ne pouvant y écouler leur production. Là aussi, dans des pays où l'essentiel de la population est rurale, les pays aux premières phases de leur développement, ces débouchés sont cruciaux.

❖ Par les devises, les produits agricoles constituent l'essentiel des exportations au départ, et sont donc les seuls à pouvoir fournir les devises nécessaires à l'importation des équipements, pièces, matière premières, dont l'industrie a besoin pour se développer. L'agriculture peut aussi permettre d'économiser des devises, en produisant des denrées jusque-là importées ; un échange fructueux tripartite se met alors en place : l'agriculture fournit des devises, lesquels permettent d'acquérir des machines pour l'industrie, qui produit alors des biens manufacturés pour les paysans.

❖ Par les facteurs de production : l'agriculture fournit de la main d'œuvre à l'industrie, d'abord parce que dans les agricultures traditionnelles il existe un surplus de travail à la productivité marginale nulle ou négative (Modèle de Lewis⁸, 1954) ensuite grâce à l'amélioration de la productivité agricole moyenne. En outre, le déplacement de travailleurs vers des activités où la productivité est plus élevée aura un effet favorable sur la croissance globale.

L'agriculture génère également une épargne pour le reste de l'économie. Secteur dominant, employant la majorité de la population, son épargne est essentielle et permettra de financer les investissements industriels.

3) Selon les économistes dualistes

Pour le modèle dualiste l'économie en développement est formée de deux secteurs : le secteur moderne assimilé au secteur industriel, le secteur précapitaliste traditionnel assimilé au secteur agricole. Deux approches théoriques seront alors étudiées pour mettre en exergue cette capacité du secteur agricole à dégager de la main d'œuvre : celle d'ARTHUR LEWIS et celle de FEI et RANIS

-L'approche d'Arthur Lewis :

Selon Lewis, les pays en développement sont caractérisés par la présence d'une économie duale. Dans ces pays coexistent un secteur traditionnel (l'agriculture et les activités

informelles), avec un surplus de main-d'œuvre, et un secteur moderne (les industries capitalistes) fonctionnant sur le mode capitaliste: le profit permet de financer l'investissement. La migration de main-d'œuvre provenant du secteur traditionnel vers le secteur moderne tire l'économie, et les profits générés par le secteur moderne créent la croissance et l'accumulation de capital qui financent l'expansion. Le secteur traditionnel, disposant d'une main-d'œuvre bon marché et en quantité suffisante, sert de réservoir à l'industrie. La croissance de la productivité agricole devient le mécanisme qui permet une réallocation continue du travail de l'agriculture vers l'industrie. Dans ce cas, la libéralisation de la main d'œuvre par le secteur agricole est un facteur insuffisant car la croissance de la productivité reste une condition préalable.

Par ailleurs, Arthur Lewis estime que le développement industriel dans les pays du Tiers Monde doit s'appuyer sur un secteur agricole solide et sain. Il convient également de mettre en place une infrastructure de qualité (transports, approvisionnement en énergie) qui nécessite de gros capitaux, alors que le faible taux d'épargne et l'organisation financière défaillante des pays en cause constituent des limites

-L'approche FEI et RANIS :

Fei et Ranis expliquent que le transfert d'un travailleur du secteur de subsistance au secteur moderne permet de dégager un surplus agricole. Ce dernier peut être ensuite investi dans le secteur moderne. Ils estiment qu'une croissance de la productivité due à l'amélioration du capital par des techniques intensives de production permet de dégager un surplus agricole nécessaire au développement industriel, dans ce système l'agriculture paye les travailleurs et le surplus de production sous la forme de salaire qui serve à la croissance de l'industrie.

Dans cette approche, on suppose qu'il existe un volume de main-d'œuvre rurale au-delà duquel un accroissement supplémentaire d'emploi est « oisif », c'est-à-dire que la productivité marginale du travail dans l'agriculture est à la limite nulle. De plus, on fait l'hypothèse que le taux de salaire réel exprimé en biens agricoles est déterminé institutionnellement aussi longtemps que la productivité marginale de travail est nulle, tout au moins inférieure au salaire agricole fictif. Il en découle que l'offre de main-d'œuvre agricole est infiniment élastique au taux de salaire en vigueur.

Le modèle de Lewis, de Fei et Ranis ont démontré d'une manière théorique que le secteur agricole dans une économie duale tient un rôle non négligeable dans le processus de développement grâce à sa capacité à fournir de la main d'œuvre au secteur industriel.

4) Selon les structuralistes

-Travaux de R.Prebisch :

PREBISCH réexamine le principe de l'avantage comparatif décrit par David Ricardo. il opère une distinction entre, d'une part les aspects purement théoriques de l'économie et d'autre part les pratiques commerciales courantes et les structures de pouvoir, lesquelles sous-tendent les institutions et les accords régulant le commerce international. Ces travaux considèrent aussi que le sous-développement est la conséquence de la division internationale du travail qui engendre la polarisation du monde entre un Centre et une périphérie. L'avancée technologique et la position du Centre lui permet d'organiser à son profit les relations avec la périphérie. En conséquence, les pays de la périphérie se voient cantonnés ou réduite à l'exportation des produits primaires c'est-à-dire résultant de l'agriculture, de la pêche... pour le Centre de plus le progrès technique à des effets différents sur les prix selon la structure du marché, dans le Centre les marchés étant peu concurrentiels, la baisse des prix est limitée alors que dans la périphérie les prix des produits primaires ont tendance à diminuer. En conséquence les prix de leur importation augmentent plus vite par rapport à ceux de l'exportation.

-Travaux de François Perroux :

François PERROUX est l'autre représentant de l'analyse structuraliste du sous-développement, le monde s'organise selon lui dans des relations inégales de pouvoir, certain pouvant orienter les échanges et la production à leur profit. L'économie mondiale est donc structurée en pôles d'influence entretenant des relations asymétriques. Cependant si cette analyse se rapproche fortement de la thèse du Centre et de la périphérie. Cet auteur ne considère pas que les relations de domination soient le fruit d'une action volontaire des Etats du Centre. Il plaide pour la constitution des pôles de développement dans les zones dominées par l'intervention d'un Etat planificateur. Cette proposition aura une forte influence sur les différentes stratégies de développement des années 1950 et 1960.

Selon PERROUX, « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire accroître cumulativement et durablement son produit réel global »⁹.

⁹ L'économie du XX siècles, Presses universitaires de Grenoble, 1961

Section 2 : Les différentes théories sur l'agriculture et budget

En parlant d'agriculture tout ce qui nous revient en tête c'est que l'activité principale des pays en voie de développement .A la base de ses pays c'est le secteur qui potentiellement participative dans le développement mais pour assurer ceci il faudra avoir une bonne gestion du budget .en parlant du budget il faudra prendre en compte le différent cout associer pour assurer la production et aussi de bien gérer les dons et les aides étrangers destiner secteur agricoles .Les premiers pensés qui se sont intéressés dans ce domaine sont FRANCOIS QUESNAY dans son ouvrages « Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole,1758 » ,suivi des classiques particulièrement ADAM SMITH (1723-1790) dans son ouvrage « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations,1776 » et enfin la souci de manque de nourriture qui découlent de la croissance démographique de THOMAS ROBERT MALTHUS dans son ouvrages « essai sur le principe de population , Londres ,1798 .»

I. Selon François Quesnay

« Que le souverain et la nation ne perdent jamais de que la terre est l'unique source de richesse et que c'est l'agriculture qui les multiplie. »¹⁰

La terre est pour les physiocrates ce « don de la nature »qui constitue la seule source de la richesse d'un pays .c'est le travail agricole qui permet de dégager un surplus permettant ensuite a toutes la population de se nourrir. Pour les physiocrates dont Quesnay est le plus illustre représentant, ce sont les lois de l'ordre naturel et non le souverain qui doit gouverner .le gouvernement doit s'effacer devant les lois de la nature.

La thèse principale de Quesnay est que seule l'agriculture est productrice de richesses nouvelles, richesses qui sont ensuite réparties entre les différents groupes sociaux et qui, en circulant, permettent à ces derniers de vivre. La thèse est évidemment fausse, mais, à l'époque, dans une société où la population active était agricole aux neuf dixièmes, elle n'était pas absurde. Elle permit en tout cas à Quesnay d'élaborer son fameux « tableau Zigzag » (connu sous le nom de Tableau économique), ancêtre du tableau d'échanges interindustriels de Leontief

¹⁰ Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole, 1758.

(lequel l'a reconnu bien volontiers lors d'un colloque consacré au tricentenaire de Quesnay) et qui est devenu l'un des piliers de la comptabilité nationale moderne.

Surtout, Quesnay en tira une conséquence subversive : si les agriculteurs sont les seuls vrais producteurs de richesses, les prélèvements – notamment fiscaux, mais aussi la rente du sol versée aux propriétaires fonciers – qui pèsent sur eux risquent de les décourager ou de les assommer dès lors qu'ils deviennent excessifs : leur rôle est de permettre que la puissance productive du sol alimente d'autres activités de transformation. Quesnay suggère donc que la richesse et la puissance de la nation ne dépendent pas de celles du souverain (et de la classe dominante qui l'entoure), mais de la capacité des producteurs à produire et à vendre sans entrave.

II. Selon Thomas Robert Malthus (Théorie sur la population)

« Un homme qui est né dans un monde déjà occupe, s'il ne lui est pas possible d'obtenir de ses parents les subsistances qu'il peut justement leur demander et si la société n'a nul besoin de son travail ,n'a aucun droit à réclamer la moindre part de nourriture et ,en réalité ,il est de trop .Au grand banquet de la nature , il n'y a point de couvert disponibles pour lui ;elle lui ordonne de s'en aller ,et elle ne tardera pas elle-même à mettre son ordre à exécution »¹¹

Malthus dénonce la surpopulation qui engendre misère et famine et prône la limitation volontaire des naissances comme condition de la prospérité. la doctrine de Malthus fit scandale car elle montrait que l'assistance aux pauvres était inutile et même dangereuse car elle en augmentait le nombre sans les soulager .le « principe de population augmentait selon une progression géométrique (1,2,4,8,16,32,etc)tandis que la production de la terre travaillée par l'homme n'augmentait dans le même temps que selon une progression arithmétiques (1,2,3,4,5 etc.) la loi de la population permettait aussi de défendre le système libéral ,en Montant qu'il n'était pas la cause de la pauvreté, et de rejeter l'intervention de l'état .En conséquence, c'est ces différences entre la croissance démographique et la croissance de la production qui est la cause de la pauvreté et du sous-développement. C'est dans ce cas que l'Etat doit intervenir dans la régulation du budget en augmentant les subventions en termes d'espèces aux pauvres ou bien en réduisant l'accroissement de la population.

¹¹ Essai sur le principe de population, Londres 1798

III. Selon David Ricardo (loi de rendements décroissants)

« Quand une terre de qualité encore inférieure est mise en exploitation, une rente est immédiatement appliquée aux terres de la seconde qualité et celle-ci est également proportionnelle aux différences de productivité de ces deux terres. Par contrecoup, la rente des terres de qualité supérieure va elle aussi augmenter parce qu'elle doit être supérieure à celle de la terre de qualité Égal aux différences de quantité de capital et de travail (pour l'exploiter) .Avec chaque accroissement de la population, qui contraint un pays à exploiter des terres de qualité inférieure afin d'augmenter la production alimentaire, la rente sur les terres fertiles va croître. »¹²

La loi peut s'énoncer le plus simplement de la manière suivante: lorsqu'on augmente la quantité utilisée d'un facteur, au-delà d'un certain niveau, la production augmente de moins en moins.

Donc il faut tenir compte de la loi décroissant de Ricardo pour éviter le gaspillage de facteurs de production et d'amoindrir les couts de production.

¹² David Ricardo principes d'économie politique et de l'impôt, 1821.

PARTIE II : PARTIE EMPIRIQUE

Chapitre I : Analyse des concepts : PIB agricole et Dépenses du secteur Agricole

L'analyse décrit les présentations des dépenses du ministère de l'agriculture, l'élevage et la pêches .les dépenses des 3 départements sont unis pour former le dépenses du secteur agricoles. Dans ce premier chapitre, on va voir en premier lieu la variation des dépenses agricole. En deuxième lieu l'analyse des dépenses publiques afin de présenter précisément les dépenses du secteur agricole. Et ceci pour vérifier l'hypothèse H1 et H2.

SECTION I : EVALUATION DU DEPENSES AGRICOLE ET DU PIB AGRICOLE

I. Analyse de l'évolution de la dépense du secteur agricole (agriculture, élevages, Pêches).

Secteur agricole

Le secteur agricoles est le secteur qui constitue le ministère de l'agriculture, l'élevage et la pêches.

Généralement il y a un lien étroit entre PIB et DEPENSES dans l'économie. Le Pib décrit la production Intérieur du pays et que les dépenses est considère comme ressources au PIB. Donc une évolution des dépenses entraîne une évolution du PIB. Mais ceci est soumis a des condition efficacités de dépenses. Ici on s'intéresse plutôt au secteur agricole. On parle du PIB Agricoles et Dépenses agricole.

Le tableau ci-dessous montre le PIB agricole et dépenses agricole de Madagascar.(tableau 1).

Tableau 1:Dépense du ministère de l'agriculture élevages et pêches et le PIB agricole (au prix courant) en milliards d'Ariary

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
DMA	171.2	205.8	109.4	64.1	70.8	29.1
DME	27.6	8.5	4.4	7.8	11.1	7.9
DMP	27.5	33.7	5.5	6.7	8.6	3.2
PIB agricoles (prix courant)	2898.8	3275.1	3839.6	4060.2	4400.9	4723.4

Source : Ministères des finances et du budget

On voit dans le tableau que le ministère de l'agriculture possèdent des dépenses supérieur par rapport aux autre départements élevage et département pêches tout au long de l'étude.

1) Analyse sur les trois départements Ministères agricultures, élevages et la pêches

Ces trois départements réuni constitue le ministère, le gouvernement consacre plus de son budget aux départements agriculture .on va étudier l'évolution du dépenses du secteur agricole et aussi du dépenses par départements.

Dépenses du secteur agricole :

La dépense du secteur agricole est la somme de dépense de tous les départements du ministère.

Le tableau ci-dessous montre les dépenses du secteur agricole.

Tableau 2:Dépenses du secteur agricole 2007-2012 (en milliards d'ariary)

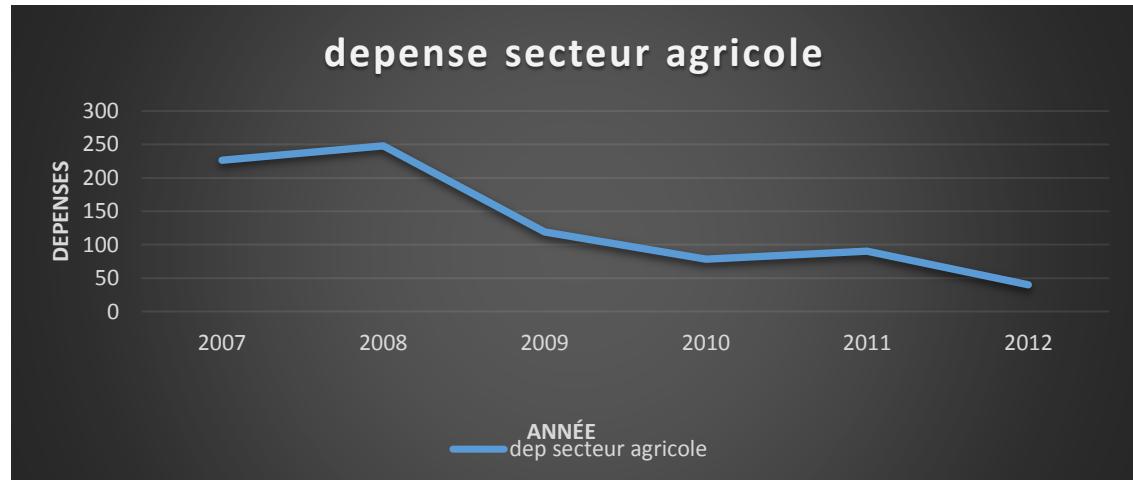
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
DSA	226.2	247.9	119.2	78.6	90.5	40.2

Source : Calcul de l'auteur

Dans ce tableau 2 qui montre l'évolution des dépenses du secteur agricole on constate que c'est en 2008 que le secteur qu'à la dépense la plus élevé qui s'élève à 247.9 milliards d'Ariary.

La figure ci-dessous montre l'évolution de celle-ci.

Figure 1 : Evolution du dépenses du secteur agricoles(en milliards d'Ariary)

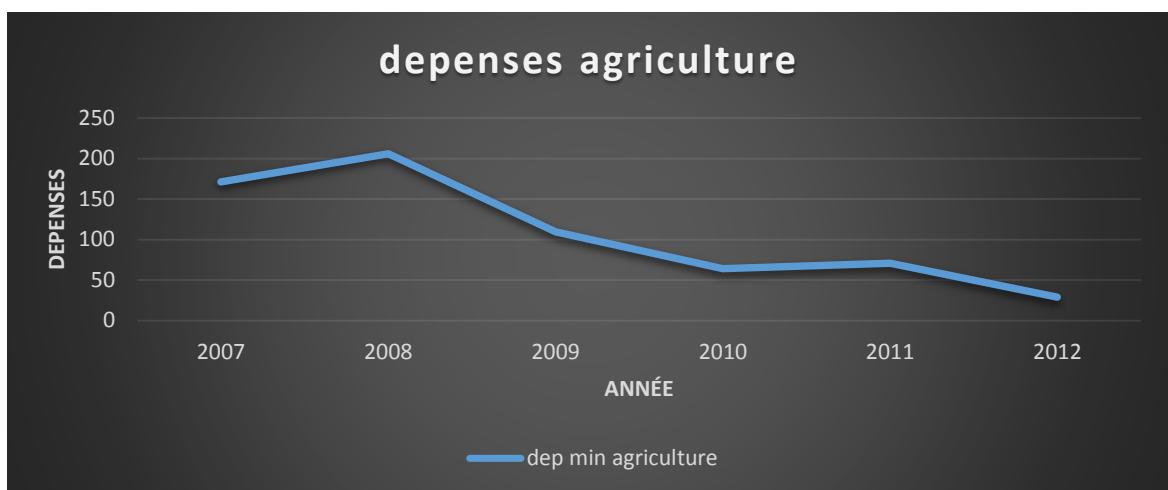


Source : Ministères des finances et du budget et calcul de l'auteur

1.1. Ministères de l'agriculture

Pour les ministères de l'agriculture on constate un changement de ses dépenses chaque année. La figure ci-dessous montre son évolution en 2007 à 2012

Figure 2:Evolution du dépense du ministère de l'agriculture au cours de 2007 à 2012



Source : Ministères des finances et budget et calcul de l'auteur

D'après ce graphique on remarque que les dépenses sont en baisse sauf en 2007 et 2010 avec une augmentation de 16.81%

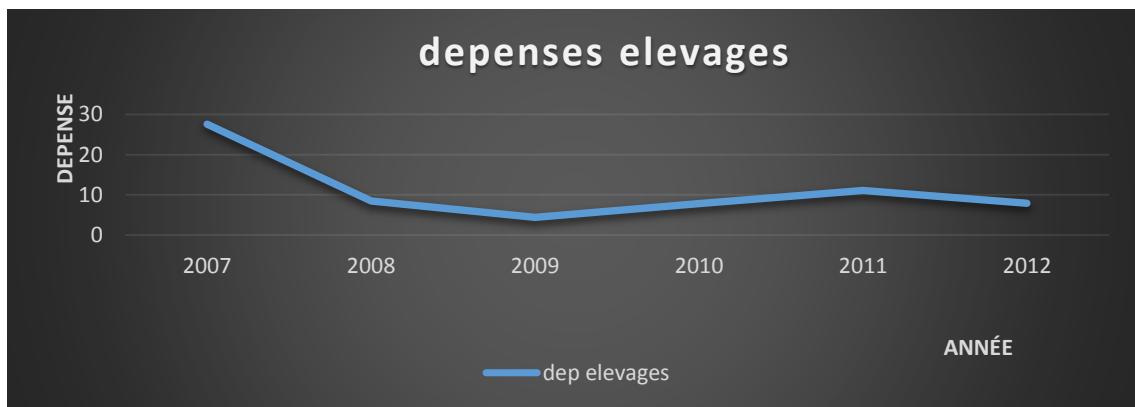
En 2008 à 2009 on assiste à une diminution de 88.11% du dépenses, on a aussi une baisse de 70.67 % en 2010.c'est dans la période 2010-2011 qu'on assiste une augmentation de 9.46 %, et enfin la période de 2011-2012 qui est lui aussi une période de diminution qui est de 143.30%.

1.2. Ministères élevages

Par classement des dépenses dans le ministère c'est l'agriculture qui dépenses le plus ensuite l'élevage et enfin la pêches. Donc dans le ministère c'est l'agriculture qui tient la place la plus importante car le ministère consacre plus de dépenses par rapport au 2 autre départements.

Dans le département élevages on assiste à un changement par an des dépenses de 2007-2012.

Figure 3: Evolution de dépenses du département élevages



Source : ministères des finances et budget et calcul de l'auteur

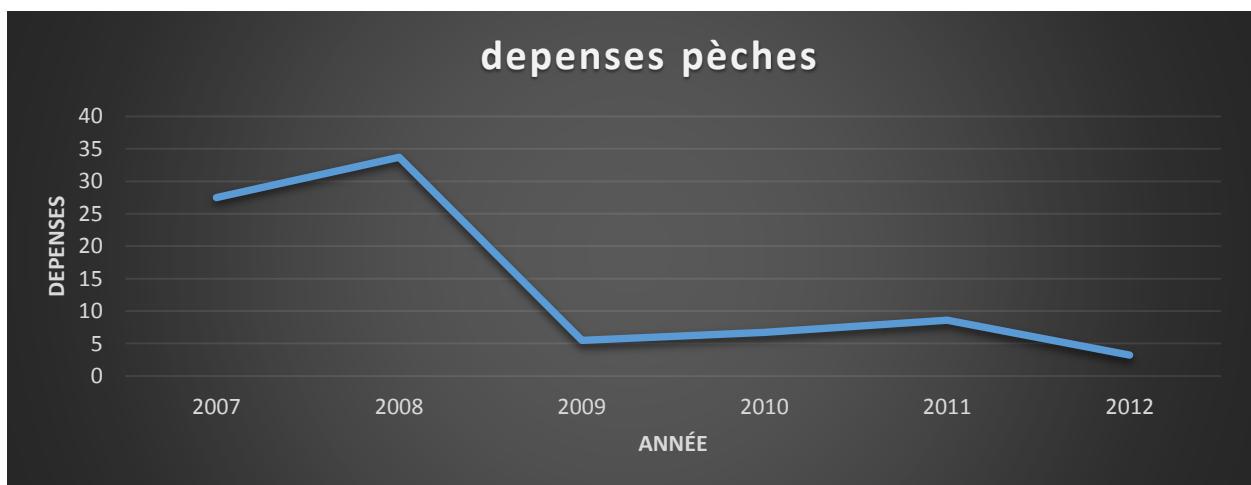
Dans le département élevages on assiste à une grande diminution de dépenses de 224.75% en 2007 - 2008. Dans la période 2008 - 2009 on a aussi une diminution du dépenses de 93.18% du dépense par rapport en 2008. On remarque que en 2009 – 2011 on a une augmentation de dépense de 152.27%. et enfin une diminution de dépenses de 40.51 % en 2011 – 2012.

1.3. Ministères la pêches

Dans ce département on assiste à une fluctuation des dépenses de 2007 – 2012.

Le figure suivante montrera l'évolution des dépenses de la pêches a cours du période 2007-2012.

Figure 4: Evolution des dépenses de la pêches (en milliards d'ariary)



Source : Ministères des finances et du budget et calcul de l'auteur

Dans cette figure qu'on constate que c'est en 2007-2008 qu'on a une augmentation de 18.40% de dépenses. Alors qu'on a une hausse de diminution de dépenses en 2008-2009 qui

s'est élevé 512.72% de dépense c'était une grande diminution du dépense.de 2009 -2011 on assiste en 2 ans une augmentation des dépenses qui s'est élevé à 36.05% par rapport à l'année 2009.or qu'on assiste encore à une diminution en 2012 car par rapport à 2011 qui s'élève à 40.51%.

Montrons maintenant la variation des 3 départements : agriculture, élevages et pêches.

A l'aide d'un tableau on peut montrer la variation des dépenses.

Tableau 3 : Variation en % des dépenses agricole V(T / T-1).

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
DSA	226.2	247.9	119.2	78.6	90.5	70.2
V(T / T-1) en %	0	8.47	-107.97	-51.65	15.14	28.92

Source : Ministères des finances et du budget et calcul de l'auteur

On voit dans ce tableau que l'évolution de la dépense est dans les périodes 2007-2008 et une réduction des dépenses dans la période 2010-2012.

2) Analyse des ratios de dépenses agricole

Dans le budget de programme on montre le montant des dépenses publiques qui sera exécuter l'année en cours ici on s'intéresse au dépenses du secteur agricoles pendant le période donnée le tableau ci-dessous nous montre le montant du dépenses publique et le dépenses agricole .

Tableau 4:Dépenses publique, dépenses agricole. (En milliards d'Ar)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
DP	2570	3137.5	2480.5	2581.1	2769.4	2822.9
DSA	226.2	247.9	119.2	78.6	90.5	40.2
Ratio de dépenses (en %)	8.80	7.90	4.81	3.05	3.27	1.42

Source : Ministères des finances et du budget et calcul de l'auteur.

Le tableau ci-dessus montre le ratio (dépense du secteur agricole / dépenses publiques).

Dans la période d'étude 2007 – 2012 le ratio de dépense ne s'est élevé pas plus de 10%. les ratio ne s'est pas évoluer c'est-à-dire de 2007 à 2010 les ratio de dépenses du secteur agricole par rapport au dépenses publiques décroît 8.80% à 3.05% alors qu'en 2011 ce ratio augmente de proportion moindre 3.27%, tandis qu'en 2012 ce ratio diminue de nouveau 1.42%.

Selon l'hypothèse de la FAO. Madagascar peut développer le secteur agricole en allouons 10% de la dépenses publiques au dépenses du secteur agricole d'après l'analyse précédentes on voit que le dépenses agricole ne dépasse pas les 10% de la FAO Dans toutes les périodes étudier dans cette analyse.

Donc l'hypothèse H1 n'est pas vérifier car Madagascar alloue une dépense agricole inférieure à 10% des dépenses publiques.

I. Evaluation de l'évolution du PIB agricole

1) PIB

Le PIB est un indicateur de flux et ne tient pas compte de la valeur estimée des actifs et passifs (le patrimoine) publics et privés. Il ne mesure donc pas les externalités positives ou négatives qui font évoluer cette valeur et qui contribuent donc à un gain ou à une perte de moyens.

Il est un bon indicateur de la productivité économique, mais il ne rend compte qu'imparfaitement du niveau de bien-être de la population ou du degré de réussite d'un pays en matière de développement. Il ne montre pas quelle est la répartition du revenu d'un pays entre ses habitants. Comme le PIB, il ne reflète pas les atteintes causées à l'environnement et aux ressources naturelles par les processus de production, et ne tient pas compte du travail non rémunéré qui peut être effectué au sein des ménages ou des communautés, ni de la production à mettre au compte de l'économie souterraine. Le PIB par habitant n'est pas construit comme un indicateur de la qualité de la vie.

2) Variations du PIB

Une augmentation à court terme du PIB correspond à une expansion, tandis qu'une diminution indique une récession économique. L'augmentation à long terme du PIB par habitant est un indicateur de croissance économique.

3) Analyse de croissance du PIB agricole et du PIB du pays

Le PIB est un indicateur de croissance économique mais pas du développement du pays dans cette section on va analyser l'évolution du PIB du secteur agricole et du PIB du pays. Afin de savoir le taux de croissance annuelle du pays. Selon le PDAA on peut faire une réforme agricole si on assure 6 % de croissance du PIB agricole.

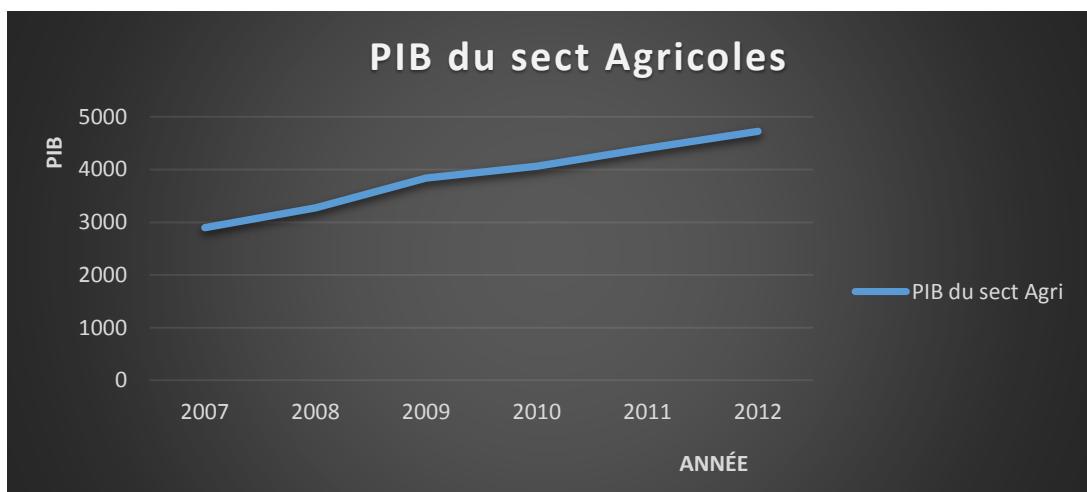
Tableau 5: Evolution du PIB agricole et du PIB totale du pays au cours de 2007-2012 (en milliards d'Ariary).on note que le PIB est calculé au prix courant.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PIB du SA	2898.8	3275.1	3839.6	4060.2	4400.9	4723.4
PIB totale	14722.72	16755.14	15988.5	16587	20349.90	21824
Ratio (PIB agri / PIB totale).en %	19.69	19.55	24.01	24.48	21.63	21.64

Source : World Bank et Ministères des finances et du budget.

On va analyser d'abord l'évolution du PIB du secteur agricole .le figure ci-dessous montre l'évolution du PIB du secteur agricole.

Figure 5 : Evolution du PIB du secteur agricole

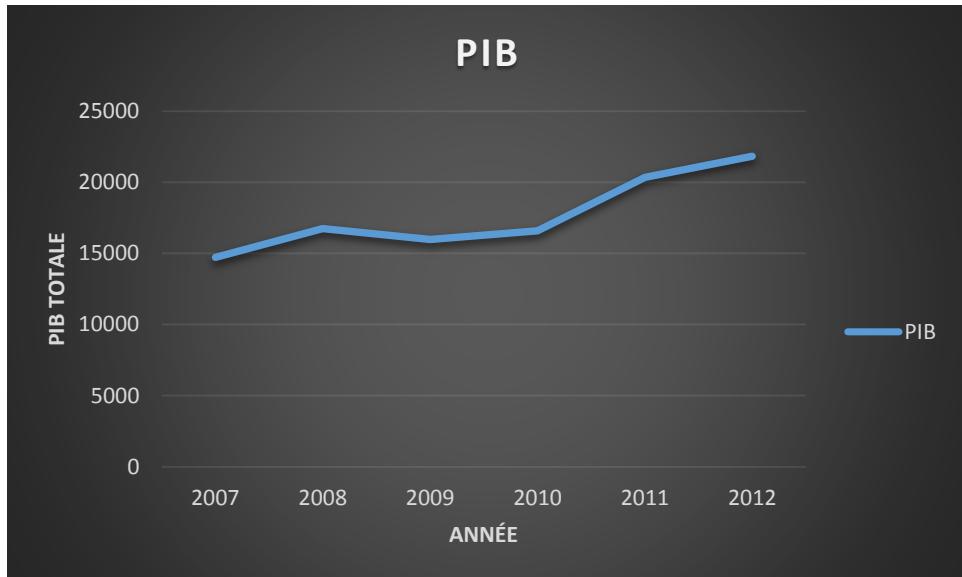


Source : Calcul de l'auteur

On voit maintenant que le PIB du secteur agricole s'évolue de 2007 à 2012. Le développement de Madagascar doit être orienté vers le secteur agricole. L'évolution dans cette période s'est élevée à 38.62% .qui est très importantes.

L'analyse de la croissance de Madagascar est montrer par l'étude de l'évolution du PIB .le figure ci-dessous montre l'évolution du PIB de Madagascar.

Figure 6:Evolution Du PIB de Madagascar 2007 - 2012



Source : Calcul de l'auteur

La production de Madagascar s'évolue entre 2007 et 2008 qui s'élève à 12.13% en 2008. En 2009 la production diminue de 4.57% par rapport à 2008. En 2010 la production augmente de 3.61 % par rapport à l'année précédente .En 2 ans (2010 à 2012) la production totale s'élève à 24.00% qu'à la production de 2010.

Notre étude se base à la base du secteur agricole donc on va étudier la part de la production agricole de Madagascar par rapport à la production totale du pays. Cette analyse se fait par l'analyse du ratio de PIB du secteur agricole sur PIB totale du pays.

En 2007.le Ministères de l'agriculture élevages et pêches produit 19.69 % du PIB totale du Pays, En 2008 le secteur agricole possèdent 19.55 % du PIB totale, En 2009 le secteur s'évolue de 24.07 % du Pib totale et qu'en 2010 cette ratio est de 24.48% du Pib totale et ce ratio diminue en 2011 qui s'élève à 21.63% .en 2012 ce ratio est de 21.64% par rapport au PIB totale du pays.

Les ratios montre que la production de Madagascar se base principalement sur la production agricole car ceci se compose de ratio pas moins de 18 % de la production totale de Madagascar.

Madagascar doit donc orienter ses politiques dans des politiques agricoles car c'est la production agricole qui tient une part plus grande dans l'ensemble de la production.

Selon le PDDAA de la FAO. Pour développer le secteur agricole il faut préconiser une croissance de 6% du PIB agricole.

Nous allons vérifier cette affirmation de la FAO.

Le Tableau ci-dessous montre le taux de croissance du PIB agricole de Madagascar.

Tableau 6:Taux de croissance du PIB agricole de Madagascar (en %).

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PIB agricole	2898.8	3275.1	3839.6	4060.2	4400.9	4723.4
Croissance du PIB en %	0	11.49	14.7	5.43	7.74	6.83

Source : Ministères des finances et du budget et calcul de l'auteur.

Selon le PDDAA ,en 2008 et 2009 Madagascar possèdent une croissance du PIB agricole respectivement 11.48% et 14.7% qui est supérieur à 10% qui dépasse le taux de croissance exigé de la FAO qui est de 6%.et qu'en 2010 la croissance du PIB agricole de Madagascar est de 5.43% qui est inférieur au taux de croissance de 6% de la FAO.et qu'en 2011 et 2012 ce taux est respectivement 7.74% et 6.83% qui est supérieur à 6% .

Donc on peut conclure que Madagascar peut vérifier l'hypothèse de croissance de 6 % du PIB agricole .l'hypothèse H2 est vérifier.

Chapitre 2 : Liens entre la population et l'agriculture

Dans ce deuxième chapitre on va faire une analyse qui peut vérifier l'hypothèse H3. cette hypothèse est tirer à partir de l'hypothèse de thomas robert Malthus sur le principe de population. Il faut tenir compte de l'évolution de la population et l'augmentation de la production.

Section I : Evolution de la population et la production agricole.

Madagascar couvre une superficie totale de 587 000 km². Sa population s'accroît à un rythme annuel d'environ 2.8%. Près de 78% de la population vit en zone rurale et tire ses revenus de petites exploitations agricoles de moins de 1,5 ha en moyenne. La population est inégalement répartie sur le territoire national et la moitié environ de cette population est Concentrée dans le centre et sur la côte Est (avec une densité de parfois supérieur à 50hab/km²) qui occupe moins d'un tiers de la superficie total du pays).

I. L'évolution de la population

A Madagascar on possède encore un vaste territoire cultivable tandis que la plupart de la population vit dans les villes .ce qui entraîne la baisse de la population rurale qui a pour conséquences la baisse de la production agricole.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la population de Madagascar de 2007 à 2012.

Tableau 7: Population de Madagascar 2007 – 2012 (en millions)

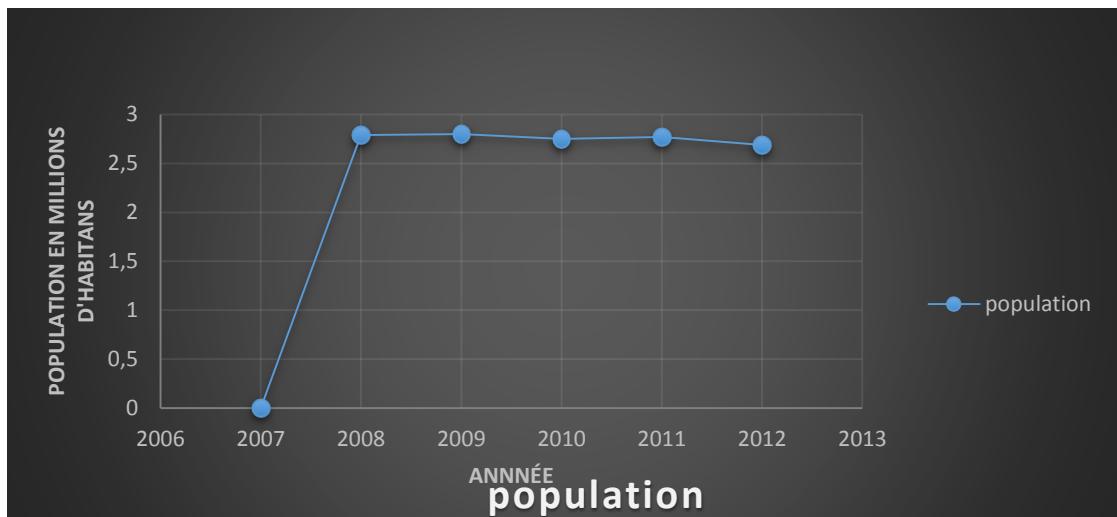
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Population	19.37	19.926	20.5	21.08	21.68	22.29
Taux de croissance annuelle en %	0	2.79	2.8	2.75	2.77	2.74

Source : Banque Mondiale.

D'après le tableau ci-dessus Madagascar dispose une importante augmentation de population. En moyenne Madagascar a un taux de croissance annuelle de population de 2.77%.

Le différentiel d'évolution rural-urbain conduit à une réduction progressive de la part de la population active dans le secteur agricole qui devrait passer de 71% à 60% entre 2007 et 2012. En valeur absolue, le nombre d'actifs agricoles devrait augmenter de 1,25% seulement. Alors que la demande alimentaire augmentera d'au moins 2,8%.

Figure 7: Evolution de la population de Madagascar 2007 - 2012



Source : Calcul de l'auteur.

D'après la figure la population grimpe de façon croissante à un taux d'accroissement de 2.77% d'habitants. Ce pourrait nuire la production agricole.

Dans la théorie de la population de Malthus, il affirme que l'augmentation de la population a un impact sur la production agricole. « Le principe de population augmentait selon une progression géométrique (1, 2, 4, 8, 16, 32, etc.) tandis que la production de la terre travaillée par l'homme n'augmentait dans le même temps que selon une progression arithmétique (1, 2, 3, 4, 5 etc.) ». C'est pour cette raison qu'on a l'objet de notre étude dans le cas de Madagascar.

II. Analyse de l'évolution de la population et la production agricole.

Le tableau ci-dessous montre la population et la production agricole.

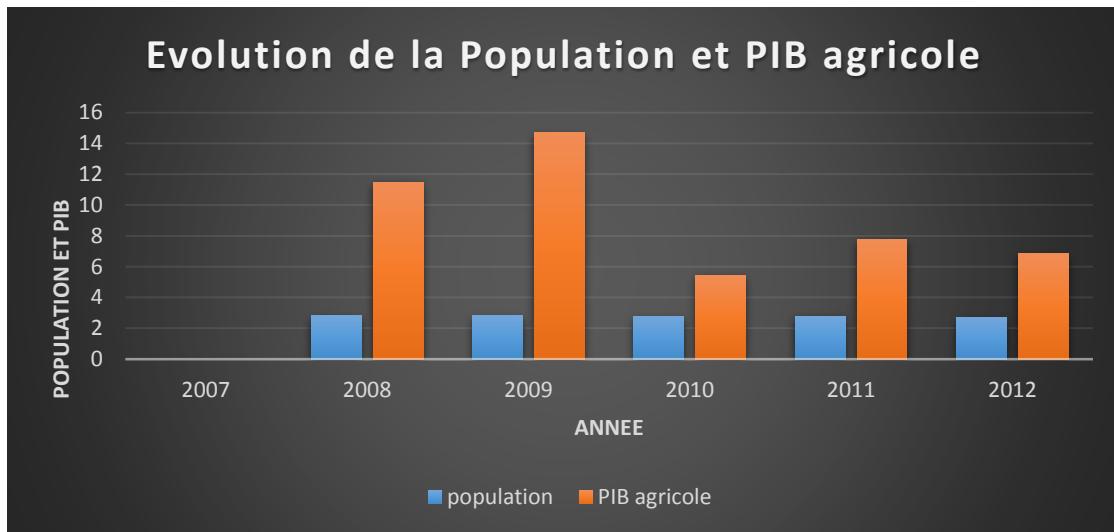
Tableau 8 : Croissance de la Population (en %) et production agricole.(en milliards d'ariary)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Population	19.37	19.926	20.5	21.08	21.68	22.28
PIB agricole	2898.8	3275.1	3839.6	4060.2	4400.9	4723.4
CD(en %)	0	2.79	2.8	2.75	2.77	2.69
Croissance du PIB (en %).	0	11.49	14.7	5.43	7.74	6.83

Source : Banque Mondiale, Ministères des finances et du budget et Calcul de l'auteur.

En présentant les 2 variables population et Pib agricole dans une figure on peut voir l'évolution de ces 2 variables.

Figure 8:Population et PIB agricole



Source : Calcul de l'auteur.

On voit qu'en moyenne la population augmente de 2.77 % et la production agricole augmente de 9.24 % en 2007 à 2012.

Pour garder cette tendance de croissance il faut que l'Etat intervienne pour réguler et tenir la croissance du Pib et la population.

L'état a 2 options pour y remédier :

- i. Adopter une politique qui consiste à tenir la croissance de la population à normale ou bien de réduire ce taux.
- ii. Adopter une politique d'investissement dans les infrastructures (route), technologie agricoles.

A Madagascar le contexte qui domine et la non Access aux intrants. C'est à dire il y a plusieurs site agricole qui ne sont pas accessible.

Selon l'hypothèse H3 est vérifier, car Madagascar tient compte de l'évolution de la population et la croissance de la production agricole.

CONCLUSION

Nombreux sont les facteurs qui déterminent l'agriculture à Madagascar, à savoir les Facteurs climatiques, les facteurs géographiques et aussi l'utilisation des intrants agricoles. Pour Madagascar le principal politique potentiel pour le développement est les politiques de développement concernant l'agriculture. Dans quelle mesure Madagascar peut-il arriver à développer le secteur agricole via le budget pour l'agriculture ? .selon le FAO, Pour que Madagascar puissent développer le secteur agricole il doit consacrer 10% du dépense publiques, or le dépense consacrer au secteur agricole n'atteint pas le niveau de 10% selon l'analyse de 2007 à 2011 l'Hypothèse H1 n'est pas vérifier .Selon le PDDAA Pour arriver à développer le secteur agricole de Madagascar il faut avoir une croissance de 6% du Pib agricole or ceci est vérifier qu'en moyenne la croissance du PIB agricole de Madagascar s'élève à 9.3% en 5 ans(2007-2011) ce chiffre montre que le taux proposer par le PDDAA est inferieur a aux taux de croissance du PIB agricole de Madagascar l'hypothèse H2 est vérifier. Pour maintenir la stabilité de la production agricole if faut tenir compte de l'augmentation de l'augmentation de la population, dans cette analyse on voit que la population de Madagascar progresse de façon moindre que la production agricole. Donc l'hypothèse H3 est vérifiée.
Pour développer le secteur agricole il faut que Madagascar dépense Plus de 10% de la dépense publique au secteur agricole. Qu'en est-il du développement de Madagascar s'il arrive à développer le secteur agricole ?.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages Généraux :

- DAVID RICARDO « Principes d'économie politique et de l'impôt », 1821.
- L. MALASIS « l'agriculture et processus de développement » Unesco Paris 1973, P 301
- LOUIS-JULIEN SOUR « l'agriculture et croissance économique » année 1974.
- PIERRE VIAU, « *L'agriculture dans l'économie* », Paris, Editions Economie et Humanisme, Les Editions ouvrières, 1967,

Ouvrages et documents spécifiques :

- .Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole, 1758, P 267
- .THOMAS ROBERT MALTHUS Essai sur le principe de population, Londres 1798, P 153
- . Rapport de la Banque Mondial, « l'agriculture au service du développement » en 2008, P 394

Articles et supports pédagogiques :

- . E. T. MANDRARA, Introduction à l'économie et Histoire de la Pensée Economique, xxxx
- . Kuznets S. Modern Economic Growth, Yale University Press, 1966
- . xxxx.L'économie du XX siècles, Presses universitaires de Grenoble, 1961

Site Web :

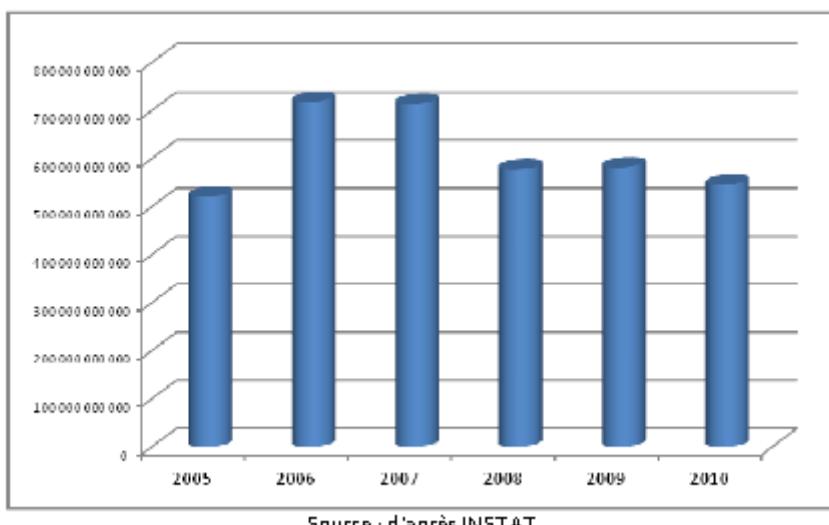
- <http://fr.wikipedia.org>
- <http://www.worldbank.org>
- <http://www.mefb.mg>
- <http://www.instat.mg>

ANNEXES

Annexes 1 : Evolution de la population selon les anciens recensements.

Année	Population	Références
1900	2 242 000	Gallieni
1910	2 870 000 ^a	Statistique administrative annuelle
1921	3 292 527 ^b	Premier recensement quinquennal. Statistique Générale
1926	3 607 719 ^b	Recensement quinquennal. Statistique Générale
1930	3 665 000 ^b	Statistique administrative annuelle
1936	3 777 951 ^b	Recensement quinquennal. Statistique Générale
1941	4 174 517 ^b	Recensement quinquennal. Statistique Générale
1950	4 207 000	Statistique administrative annuelle
1960	5 298 000	Statistique administrative annuelle
1962	5 783 000	Compilation de données statistiques d'enquêtes diverses faites par (Fokam et al. 1974)
1964	6 104 014	Statistique administrative annuelle (Donque 1964)
1966	6 252 000 ^c	Enquête démographique
1973	7 975 678	Dernière estimation selon la statistique administrative (Andrianainarivelo et Randretsas 1985)
1975	7 603 790	Premier recensement de la population
1993	12 238 914	Second recensement de la population
2000	15 199 948	Estimation INSTAT
2005	17 550 626	Estimation INSTAT
2010	20 142 015	Estimation INSTAT
2012	22 293 914	Estimation INSTAT

Annexe 2 : Evolution de la valeur des principales exportations de produits agricoles entre 2005 et 2010 (en MGA)



Source : d'après INSTAT

Annexes 3 : Taux d'alphanétisation et déperdition scolaire entre 2001 et 2011

Population	2001		2005		2010	
	totale	rurale	totale	rurale	totale	rurale
Taux d'alphanétisation en %	53	46,6	62,9	58,9	71,4	67,8
Population sans instruction en %	48	53,4	33,8	36,7	37,0	-
Population ayant le niveau primaire en %	41,9	40,3	52,5	54	51,3	-
Population ayant le niveau secondaire en %	8,3	5,5	11,2	8,3	9,6	-
Population de niveau d'éducation supérieure en %	1,8	0,8	2,4	1,0	2,1	-

Sources : Enquête Périodique sur les Ménages - EPM (INSTAT)

TABLES DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
SOMMAIRE	ii
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	iii
LISTE DES TABLEAUX	iv
LISTE DES FIGURES.....	v
LISTE DES ANNEXES	vi
INTRODUCTION	1
PARTIE I : CADRE THEORIQUES SUR L'AGRICULTURE ET LE BUDGET DE L'ETAT.....	7
Chapitre1 : Notions et concepts de base	8
Section 1 : Définitions	8
I. Budget de l'état :	8
II. Agriculture :	8
Section 2 : Historique et fondements de l'agriculture	9
I. Historique	9
II. Révolution agricole :	10
Chapitre 2 : Revue de la littérature	11
Section 1 : Les différentes théories sur l'agriculture, le développement et la croissance économique.....	11
I. Théorie sur l'agriculture et la croissance économique	12
1) Théorie sur la croissance	12
2) Théorie sur la croissance selon MARX, Leontief et VonNeumann :	12
3) L'approche des étapes de croissance de Rostow	13
II. Théorie sur l'agriculture et le développement économique.....	14
1) Selon les physiocrates	14
2) Selon les classiques (David Ricardo).....	17
3) Selon les économistes dualistes	18
4) Selon les structuralistes.....	20
Section 2 : Les différentes théories sur l'agriculture et budget	21
I. Selon François Quesnay.....	21
II. Selon Thomas Robert Malthus (Théorie sur la population)	22
III. Selon David Ricardo (loi de rendements décroissants).....	23
PARTIE II : PARTIE EMPIRIQUE.....	24
Chapitre I : Analyse des concepts : PIB agricole et Dépenses du secteur Agricole	25
SECTION I : EVALUATION DU DEPENSES AGRICOLE ET DU PIB AGRICOLE	25

I.	Analyse de l'évolution de la dépense du secteur agricole (agriculture, élevages, Pêches)	25
1)	Analyse sur les trois départements Ministères agricultures, élevages et la pêches	26
1.1.	Ministères de l'agriculture	27
1.2.	Ministères élevages	27
1.3.	Ministères la pêches	28
2)	Analyse des ratios de dépenses agricole	29
I.	Evaluation de l'évolution du PIB agricole	30
1)	PIB	30
2)	Variations du PIB	30
3)	Analyse de croissance du PIB agricole et du PIB du pays	31
Chapitre 2 : Liens entre la population et l'agriculture		34
Section I : Evolution de la population et la production agricole		34
I.	L'évolution de la population	34
II.	Analyse de l'évolution de la population et la production agricole	36
CONLUSION		38
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES		vii
ANNEXES		viii
TABLES DES MATIERES		x

Auteur: Rakotoarison Zo Herimanjaka Jany

Titre : Allocation budgétaire pour le secteur agricole : Cas de Madagascar

Nombres de pages : 37

Nombres de tableaux : 8 Figures : 8 Annexes : 3

Contact : 0332067531

Adresses de l'auteur : LOT IB 241 Ilafy

Résumé

Madagascar est un pays à vocation agricole qui peut focaliser ses principales politiques à l'agriculture. Dans quelle mesure Madagascar peut-il arriver à développer le secteur agricole via le budget associé à l'agriculture ? Pour assurer le développement du pays il faut adopter des politiques consacrer à développer le secteur agricole telle que la proposition de la FAO qui propose au moins 10% du dépenses publiques consacrer au secteur agricole. et que selon le PDDAA les pays à vocation agricole doit assurer une croissance de la production agricole de 6% .et aussi il faut tenir compte de la croissance démographique et la croissance de la production agricole selon la théorie de thomas robert Malthus. Pour Madagascar la proposition de la FAO et la vérification de la théorie de thomas robert Malthus est vérifier c'est-à-dire que Madagascar possèdent une croissance du PIB agricole supérieur de 6% et aussi que Madagascar a une progression normale de la population qui n'est pas nuisible à l'agriculture .Seule que Madagascar doit consacrer au moins 10% du dépense publique, c'est la seule devoir à faire pour Madagascar pour développer le secteur agricole.

Mots clés : Budget, Dépenses publiques, croissance économique

Encadreur : RAZAFINDRAKOTO Jean Lucien, Maitre de conférences